



CHAPITRE 80

CHAPTER 80

Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville

An Act to amend the charter of the city of Drummondville

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

[Assented to, the 7th of March, 1951]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Drummondville, par sa pétition, représente qu'il est de l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 2 George VI, chapitre 113, modifiée par les lois 3 George VI, chapitre 111, 4 George VI, chapitre 90, 9 George VI, chapitre 83, 10 George VI, chapitre 67 et 11 George VI, chapitre 89, soit de nouveau modifiée et que de plus amples pouvoirs lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
cité.

1. L'article 64 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 4 de la loi 11 George VI, chapitre 89, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Frais de représentation.

"64. Comme frais de représentation, outre les déboursés réels, le maire et les échevins recevront une somme annuelle de quinze cents dollars pour le maire et de cinq cents dollars pour les échevins."

S.R.,
c. 233,
a. 429, am.
pour la
cité.

2. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en rem-

WHEREAS the city of Drummondville, by its petition, represents that it is in the interest of the city and necessary for the good administration of its affairs, that its charter, the act 2 George VI, chapter 113, amended by the acts 3 George VI, chapter 111, 4 George VI, chapter 90, 9 George VI, chapter 83, 10 George VI, chapter 67, and 11 George VI, chapter 89, be again amended and that more ample powers be granted to it;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 64 of the Cities and Towns Act replaced, for the city, by section 4 of the act 11 George VI, chapter 89, is again replaced, for the city, by the following:

"64. For entertainment expenses, in addition to actual disbursements, the mayor and the aldermen shall receive an annual sum of fifteen hundred dollars for the mayor and five hundred dollars for the aldermen."

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

2. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by re-

plaçant le paragraphe 8° dudit article par le suivant:

Subdivi-
sion en
lots à bâ-
tir.

"8° Pour régler la subdivision d'un terrain en lots à bâtir dans les limites de la municipalité, et fixer l'emplacement des rues qui y sont projetées; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivision à l'approbation du conseil quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre pour enregistrement, et pour prohiber la vente des lots de subdivisions avant d'avoir obtenu cette approbation; pour prohiber ces subdivisions et emplacements lorsqu'ils ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer que ces rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité;"

placing paragraph 8 thereof by the following:

"8. To regulate the subdivision of land into building lots within the limits of the municipality and to fix the laying out of the streets which are planned thereon; to oblige the owners to submit their subdivision plans to the approval of the council, fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre for registration and to prohibit the sale of subdivision lots before such approval has been obtained; to prohibit any such subdivision and laying out of streets whenever the same do not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the city;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

3. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 27°*b* dudit article par le suivant:

Taxis.

"27°*b*. Pour obliger tout propriétaire de taxi ou d'automobile de louage à obtenir de la cité un permis annuel n'excédant pas trente dollars par taxi, et tout conducteur de taxi, autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la cité un permis annuel n'excédant pas deux dollars et cinquante cents; pour régler l'émission de tout tel permis, déléguer au chef de police de la cité les pouvoirs du conseil à ce sujet, et décréter que la révocation de tout permis pourra en tout temps être prononcée par le conseil au cas de récidive pour infraction aux règlements municipaux relatifs à la circulation, à la loi provinciale des véhicules automobiles, aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession et au Code criminel; et pour limiter le nombre d'automobiles de louage ou taxis."

3. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 27*b* thereof by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429, am.
for city.

"27*b*. To oblige every owner of a taxi or automobile for hire to obtain from the city an annual license not exceeding thirty dollars per taxi, and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the city an annual license not exceeding two dollars and fifty cents; to regulate the issue of any such license, delegate to the chief of police of the city the powers of the council in this respect, and enact that the cancellation of any permit may be pronounced at any time by the council in the case of the repetition of an offence against the municipal by-laws respecting traffic, the provincial motor vehicles act, the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession and the Criminal Code; and to limit the number of automobiles for hire or taxis."

S.R.,
c. 233,
a. 485*b*, aj.
pour la
cité.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 485*a*, édicté pour la cité par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 67, le suivant:

Rôle d'é-
valuation
à feuilles
mobiles,
etc.

"485*b*. Le conseil de la cité pourra ordonner par résolution que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à la condition que sur chacune de

4. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 485*a*, enacted, for the city, by section 1 of the act 10 George VI, chapter 67, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 485*b*,
added for
city.

"485*b*. The city council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of card-indexes or loose leaves provided that on each of such card-indexes

Loose-
leaves val-
uation
roll, etc.

ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du greffier ou du secrétaire des estimateurs.

Initiales.

Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait pourront faire partie du nouveau rôle, à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elle, sous les initiales du greffier ou du secrétaire des estimateurs.

Certificat.

Un certificat à l'effet d'identifier les dites fiches ou feuilles mobiles et d'attester la véracité des inscriptions et initiales qui s'y trouvent devra être signé par au moins deux des estimateurs et par le greffier ou le secrétaire des estimateurs, et tel certificat équivaudra à l'attestation prévue par l'article 493."

or loose leaves, the year when it was made be indicated under the initials of the clerk or the secretary of the assessors.

Initials.

At the time of the making of a new roll, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll provided mention thereof shall be made on each of them under the initials of the clerk or the secretary of the assessors.

A certificate to identify the said card-indexes or loose leaves and to attest the truth of the entries and initials thereon must be signed by at least two of the assessors and by the clerk or the secretary of the assessors, and such certificate shall be equivalent to the attestation contemplated by section 493."

Certificat.

S.R.,
c. 233,
a. 526b, aj.
pour la
cité.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 526a édicté, pour la cité, par l'article 16 de la loi 2 George VI, chapitre 113, le suivant:

5. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 526a, enacted, for the city, by section 16 of the act 2 George VI, chapter 113, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526b,
added, for
city.

Mode
d'imposi-
tion.

"**526b.** La cité pourra imposer et prélever les droits annuels et taxes mentionnés à l'article 526 dans les cas suivants:

Dans le cas de commerce de gazoline au détail, sur le nombre de pompes à gazoline; dans le cas de salle de billard ou de pool, sur le nombre de tables; dans le cas d'un salon de barbier sur le nombre de chaises servant au métier de barbier; dans le cas de salon de coiffure, sur le nombre de chaises servant au métier de coiffeur; dans le cas de louage de voitures automobiles de promenade (drive yourself) sur le nombre de voitures servant audit louage; dans le cas de service de camionnage, sur le nombre de camions; dans le cas de salle de quilles, sur le nombre d'allées de quilles, mais aucun de ces droits annuels ou taxes ne devra excéder deux cents dollars par année pour chacune des catégories ci-dessus mentionnées si elles sont exploitées dans un même établissement.

Effet rétroactif.

Les dispositions du présent article ont toujours fait partie de la charte de la cité."

"**526b.** The city may impose and levy the annual duties and taxes mentioned in section 526 in the following cases:

In the case of retail trading in gasoline, on the number of gasoline pumps; in the case of a billiard or pool room, on the number of tables; in the case of a barber shop, on the number of chairs used in the trade; in the case of a hairdressing parlour, on the number of chairs used in the hairdressing trade; in the case of hiring out drive yourself automobiles, on the number of vehicles used for such hiring out; in the case of a trucking service, on the number of trucks; in the case of a bowling hall, on the number of bowling alleys; but none of such annual duties or taxes shall exceed two hundred dollars per annum for each category above mentioned, provided they are operated in the same establishment.

Mode of levy.

The provisions of this section have always formed part of the city charter."

Retroactive effect.

S.R.,
c. 233,
a. 603a, aj.
pour la
cité.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 603, le suivant:

6. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 603, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 603a,
added for
city.

- Emprunt.** "603a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter annuellement une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour travaux urgents d'aqueduc et d'égouts.
- Résolution.** Les travaux nécessitant tel emprunt ne peuvent cependant être entrepris avant que la résolution du conseil les autorisant n'ait été approuvée par la Commission municipale de Québec."
- Immeubles pour fins municipales, etc.** 7. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de ville de la cité de Drummondville, d'acquérir, construire ou entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles et dont le coût total ne devra pas excéder trois cent cinquante mille dollars, subordonné à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.
- Location, etc.** Le conseil est autorisé à louer ou à vendre le ou lesdits immeubles aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles ou immeuble.
- Emprunt.** Pour les fins susdites le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars par règlement approuvé suivant la loi régissant les emprunts dans les municipalités.
- Pouvoir d'emprunt non affecté.** 8. Pour les fins des articles 596 et 597 de la Loi des cités et villes, ne sera pas calculée comme faisant partie des emprunts contractés par la cité de Drummondville une somme de quatre cent trente-six mille dollars, soit la moitié des montants affectés à l'agrandissement d'une usine de filtration et à la construction de canaux d'égouts que la cité, pour se conformer aux exigences et ordonnances du ministère de la santé et desservir les municipalités et villes contiguës, a dû exécuter de façon beaucoup plus considérable et coûteuse que ses besoins ne l'exigeaient.
- "603a. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, by by-law requiring no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, borrow annually a sum not exceeding fifty thousand dollars for urgent waterworks and sewer works.
- The works necessitating such loan shall not, however, be undertaken before the resolution of the council authorizing the same has been approved by the Quebec Municipal Commission."
7. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city council of the city of Drummondville may acquire, erect or maintain one or more immoveables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed three hundred and fifty thousand dollars, subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.
- The council is authorized to rent or sell the said immoveable or immoveables, upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immoveables or immoveable.
- For the above purposes, the council may borrow a sum not exceeding three hundred and fifty thousand dollars by by-law approved in accordance with the law respecting loan by-laws in the municipalities.
8. For the purposes of sections 596 and 597 of the Cities and Towns Act, a sum of four hundred and thirty-six thousand dollars, being half the amounts appropriated for the enlargement of a filtration plant and the construction of sewers which the city, to meet the requirements and orders of the Department of Health and to serve adjacent municipalities and towns, was obliged to carry out in a much more extensive and expensive manner than required for its own needs, shall not be reckoned as forming part of the loans contracted by the city of Drummondville.

Prévisions.

Les montants affectés à l'agrandissement de ladite usine et à la construction desdits égouts sont prévus dans un contrat sanctionné par une ordonnance de la Régie des services publics portant le numéro 4108 et dans les règlements de la cité portant les numéros 311, 323, 333, 334, 347, 356 et 373.

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

The amounts appropriated for the enlargement of the said plant and the construction of the said sewers are provided for in a contract sanctioned by an ordinance of the Public Service Board, bearing number 4108 and in the city by-laws bearing numbers 311, 323, 333, 334, 347, 356 and 373.

Provisions.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.